

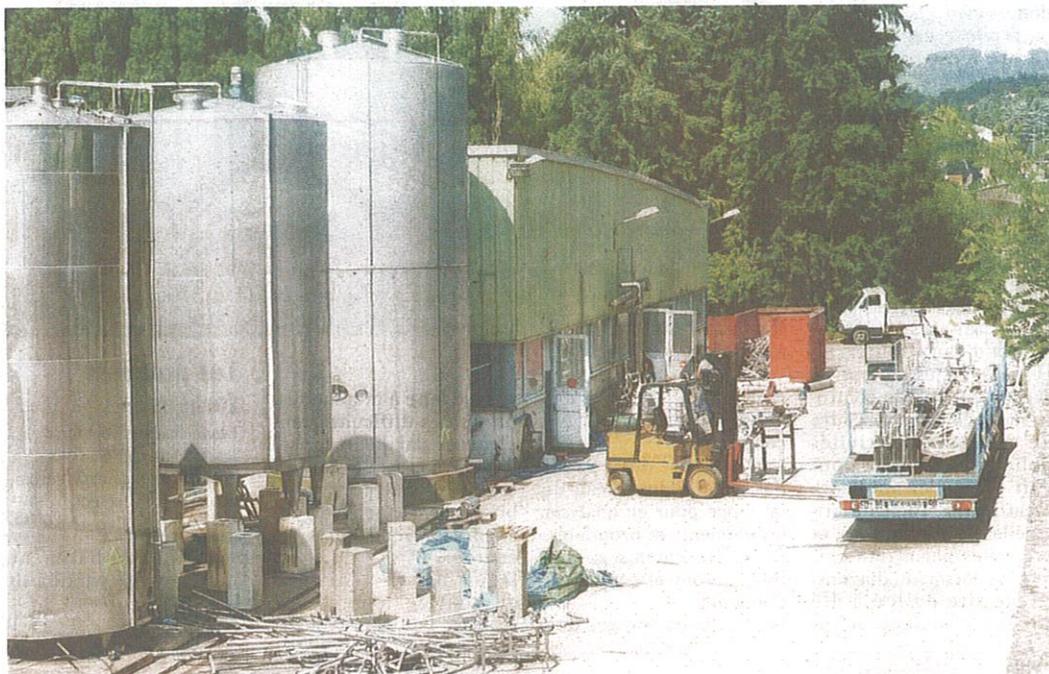
Les derniers Valcrest licenciés, la laiterie peu à peu démantelée

Social. Le licenciement économique des derniers salariés de la laiterie de Tarare date officiellement de ce jeudi. Mais en réalité, la production de fromages a été définitivement interrompue le 19 juillet. Depuis une semaine, les déménageurs ont pris possession des lieux pour les vider.

Le dernier est parti, a éteint la lumière. Et après, quoi ? Après quoi, rien. Hier, la laiterie de Tarare a tiré le rideau. Définitivement. Et ce, presque dans l'indifférence générale. Le plan de restructuration de l'Union Valcrest, qui prévoyait la fermeture du site de la zone de la Turdine et un plan de licenciement pour motifs économiques de la cinquantaine de salariés, a été appliqué à la lettre.

Les Valcrest ont tout tenté pour sauver la laiterie

Après la première vague de départs, le 1^{er} mai dernier, les 19 derniers salariés ont, eux aussi, quitté officiellement le navire hier, débarqués dans le cadre d'une procédure de sauvegarde de l'emploi. Mais la réalité, c'est que cela fait une semaine que les employés ont arrêté le travail, à la demande de la direction générale, laquelle avait décidé de stopper la production des derniers fromages, le 19 juillet. Depuis, les locaux qui portent encore en eux l'odeur tenace du lait caillé et du fromage qui fermente, sont vides de vie. Ou presque. Les



salariés ont laissé leur place à d'autres hommes, venus déménager l'usine. Une semaine déjà, que dure le ballet incessant des ferrailleurs. Il y a ceux qui, le camion rempli, prennent la direction de la benne. Et ceux qui partent vers les autres sites de fabrication de l'Union Valcrest, vers Vinay et vers Crest, où la production du fromage de brousse doit être transférée. Le démontage des machines semble devoir être rapide et les ouvriers qui se sont relayés ces derniers jours pour assurer, jusqu'à la fin, une présence dans l'entreprise, ont la gorge nouée devant le désolant spectacle. Il ne reste rien si ce n'est des vestiges d'inox. « Ce n'est pas un déménagement qu'ils font, l'usine est en train d'être dépeçée », commentait, hier, l'un des témoins. Un autre : « Ils sont en train de massacrer l'usine. Je ne sais pas comment ils vont faire pour remonter le matériel. Cela fait tellement mal au cœur. » Un collègue, enfin : « On nous a dit qu'il fallait fermer Tarare pour faire des économies, moi je ne vois que le gâchis. » Le dégoût, légitime, domine.

« Malgré les tensions, jusqu'au bout, l'équipe est restée professionnelle. Jusqu'au bout, nous avons travaillé », confie, pour sa part, l'une des dernières salariées. À aucun moment, ni l'outil de travail, ni la production n'ont subi la colère des licenciés.

Il y a un peu plus d'un an, personne n'avait empêché non plus les producteurs de lait de venir récupérer les camions citerne à l'usine...

« On a dit qu'il fallait faire des économies, moi je ne vois que le gâchis »

Un des salariés licenciés

« Je peux dire que nous avons toujours été respectueux. C'est difficile de lutter face à sa direction. C'est comme si elle avait toujours une longueur d'avance. » Ils ont fait moins de bruits que les Lejaby, moins de bruit que les Conti. Mais pour autant, les Valcrest aussi se sont battus pour tenter d'inverser la situation. Grève générale suivie par

l'ensemble du personnel longue de dix jours. Seconde grève du personnel de l'atelier de réception et traitement du lait. Saisine du tribunal de grande instance de Lyon en référé pour demander la suspension du plan de restructuration, au motif que les informations fournies aux représentants du personnel sur le plan de sauvegarde de l'emploi étaient incomplètes. Quelques mois plus tard, c'était au tour du Comité central d'entreprise et des CHSCT des trois sites d'exploitations de Valcrest de saisir le juge des référés pour délit d'entrave. Ils ont participé à la table ronde organisée par les services de l'État, au cours de laquelle ils auraient aimé, sans en avoir l'occasion, présenter les alternatives qu'ils pensaient viables pour sauver Tarare de la fermeture. Il y a eu aussi la médiation et l'abandon des poursuites judiciaires. Le dossier Valcrest qui s'était invité, en juin 2012, dans la campagne des législatives pour la 8^e circonscription n'a débouché sur rien. Aucun ministre, pas même celui du redressement productif, n'est venu assister les sala-

Démontage des machines

Le démontage des machines semble devoir être rapide et les ouvriers qui se sont relayés ces derniers jours, pour assurer jusqu'à la fin une présence dans l'entreprise, ont la gorge nouée devant le désolant spectacle.

Photo Tatiana Vazquez

riés dans leurs combats, rechercher avec ces hommes et ces femmes qui se retrouvent aujourd'hui sans emploi, une solution économique viable. Le dernier comité d'établissement qui doit se tenir aujourd'hui devrait finalement marquer la fin de la coopérative laitière du Pays de Tarare.

Depuis que Le Progrès avait révélé, en novembre 2011, les inquiétudes des salariés concernant la survie de l'entreprise, vingt et un mois se sont écoulés. Vingt et un mois que cette salariée résume ainsi : « Je crois qu'on peut tous se regarder dans la glace. Nous avons tout tenté, dans la mesure de nos moyens pour sauver nos emplois. Nous n'avons rien à regretter. »

Tatiana Vazquez



Photo Tatiana Vazquez

L'avenir du site en question

Le conseil d'administration de Valcrest aurait autorisé la direction générale de l'Union à engager des démarches pour vendre le bâtiment situé dans la zone industrielle de la Turdine. Plusieurs pistes seraient actuellement à l'étude.

La vente pourrait, selon nos informations, intervenir, d'ici la fin de l'année 2013.